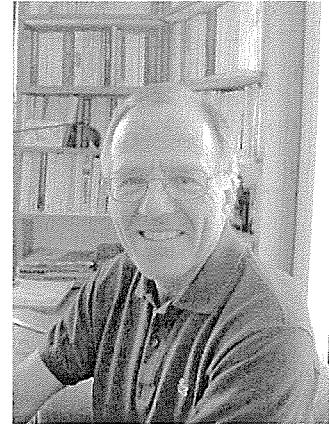


En marge de son passage de relais à la tête de l'IDES, une interview de François Soulage



« L'idée d'économie sociale progresse, mais c'est un long combat »

mercredi 10 décembre 2008 par Alain Goguey

Après 25 ans de bons et loyaux services passés à la tête du groupe Esfin-Ides, François Soulage vient de passer le relais à Hugues Sibille, son complice et lointain successeur de la délégation interministérielle à l'économie sociale. Il en fut le patron de 1989 à 1991 tandis que Hugues Sibille a été délégué interministériel de 1998 – 2001.

C'est en décembre 1981 que la délégation interministérielle à l'économie sociale fut créée et qu'elle fut placée sous la responsabilité de Michel Rocard, alors ministre du Plan et de l'Aménagement du Territoire, dont François Soulage est l'un des conseillers techniques.

Comme Michel Rocard, François Soulage est un ancien du PSU et un militant de ce que l'on appelait alors Deuxième Gauche, dans laquelle on retrouvait les anciens du PSU (ceux qui avaient suivi Rocard au PS au moment des Assises du socialisme de 1974) et des personnalités de la CFDT ou des mouvements chrétiens engagés à gauche.

Avec la création de cette délégation interministérielle à l'économie sociale, il s'agissait alors d'œuvrer au développement des mutuelles et des coopératives, comme le prévoyait le programme socialiste qui avait été élaboré pour les élections législatives de 1978.

François Soulage et quelques-uns de ses amis étaient d'ailleurs directement à l'origine de cette expression « économie sociale » dont il n'a découvert que quelques mois plus tard qu'elle avait été utilisée au début du siècle par Charles Gide. Ce qui fait de François Soulage, une sorte d'héritier de Charles Gide, à un demi-siècle de distance.

Créé en 1983 par les acteurs institutionnels de l'économie sociale, sous la forme juridique d'une société anonyme, l'IDES (institut de développement de l'économie sociale), a pour objet de financer indirectement d'autres entreprises du secteur. C'est la première société de capital-risque qui est dédiée à l'économie sociale.

Premier directeur de l'IDES, François Soulage en est resté à la tête pendant six ans avant d'être nommé en 1989 par Michel Rocard devenu Premier ministre, délégué interministériel à l'économie sociale. Rocard ayant quitté Matignon, François Soulage quitte la délégation quelques mois plus tard pour revenir à l'IDES mais cette fois comme PDG. En sa qualité de PDG de l'IDES, le militant de l'économie sociale est devenu un financeur de l'économie sociale... tout en restant un militant, y compris à l'heure de la retraite puisqu'il a été élu en mars 2008 président du Secours Catholique.

Nord-Social : Quand vous avez créé l'IDES avec d'autres, quel était votre objectif ?

François Soulage : *Il y a 25 ans les entreprises de l'économie sociale et particulièrement les coopératives n'arrivaient pas à trouver de fonds propres et l'IDES a été créé pour apporter des fonds propres aux entreprises coopératives. A l'origine on ne pensait pas que l'on aurait des problèmes de fonds propres pour d'autres familles de l'économie sociale. Les coopératives*

relèvent d'une loi qui gère leur capital qui fait que celui-ci ne fait l'objet d'aucune plus-value. Il était donc impossible de s'adresser à des investisseurs classiques.

Nous avons donc regroupé les investisseurs de l'économie sociale dans un outil qui partage le risque entre les différentes entreprises dans lesquelles il intervient. Ce qui fait qu'un investisseur au lieu de se retrouver en face à face à une entreprise coopérative se retrouve en face à face à une institution qui elle-même mutualise le risque.

On mobilise des capitaux en mutualisant les risques. C'était cela le projet initiale et c'est celui qui demeure 25 ans après.



NS : Vingt-cinq ans après, quel bilan ?

FS : Je fais de ces 25 ans un bilan contrasté. L'IDES a assez bien fait son travail en fournissant aux entreprises de l'économie sociale qui le souhaitent les capitaux dont elles avaient besoin.

Mais je crois que trop peu d'entreprises de l'économie sociale ont compris qu'elles avaient des besoins de fonds propres et donc de capitaux propres pour pouvoir se développer en particulier lorsqu'elles font de la croissance externe.

De ce fait, elles sont obligées aujourd'hui de rechercher des solutions à l'extérieur de l'économie sociale faute d'avoir su constitué des réserves ou obtenu des capitaux à temps.

Le bilan est donc contrasté, non du fait de l'IDES mais du fait de l'évolution du secteur de l'économie sociale qui n'a pas pris conscience de la nécessité de disposer de fonds propres.

NS : N'y a-t-il pas un risque de perte des valeurs et des principes de l'économie sociale en faisant appel à des capitaux extérieurs ?

FS : Le risque de contamination par l'autre économie existe lorsqu'on n'a pas utilisé tous les ressorts de l'économie sociale pour se constituer au préalable des capitaux propres et qu'il faut les compléter par l'apport de capitaux extérieurs. Le drame c'est lorsqu'il faut trouver tous les capitaux à l'extérieur. C'est là où l'IDES ou les mécanismes que nous avons inventés ne sont pas assez utilisés.

NS : N'y a-t-il pas nécessité de mettre en place des outils et un système de mise en cohérence de l'ensemble des dispositifs qui existent ?

FS : Je crois qu'il faut que l'on réfléchisse à une certaine régionalisation de l'IDES pour mieux faire connaître les besoins et les capacités en fonds propres.

Il y a également à mener un travail de pédagogie que ne font pas suffisamment aujourd'hui les mouvements de l'économie sociale. Je pense en particulier au monde associatif qui est de plus en plus confronté aux problèmes du marché et qui est très loin de réfléchir en terme de fonds propres.

NS : Sur un autre registre, lorsque vous préconisiez il y a de cela quelques années de faire du Ceges une sorte de Medef de l'économie sociale, vous pouviez également passer pour iconoclaste ou pour prétentieux. Qu'est ce que vous entendiez par là par ces propos qui sont repris aujourd'hui par le président Detilleux ?

FS : La force du Medef c'est de représenter tous les patrons de France même s'ils appartiennent à la CGPME ou à la Fédération de la métallurgie ou des transports pour ne citer que ces exemples.

Quand je dis qu'il faut faire du Ceges le Medef de l'économie sociale, mon objectif c'est que les entreprises de l'économie sociale se disent d'abord adhérentes du Ceges, puis ensuite des associations professionnelles regroupant des coopératives ou des associations.

Aujourd'hui c'est l'inverse qui se passe. On confie au Ceges quelques missions mais les entreprises ne se sentent pas du Ceges. Elles en utilisent les statuts sans se les approprier totalement.

NS : Une première marche a été franchie en 2002 avec la présentation de listes de l'économie sociale aux élections prud'homales de décembre de cette année là. Et l'essai a été transformé

cette année.

FS : Les dernières élections prud'homales ont en effet montré que l'idée d'économie sociale progresse mais c'est encore un long combat.

NS : Dans le contexte actuel des crises du modèle économiques dominant quelle opportunité pour l'économie sociale ?

FS : L'économie sociale est aujourd'hui plus visible

D'une part parce que face aux réflexions que l'on peut avoir sur la consommation, consommation de biens et de services, on va un peu plus réfléchir à l'utilité des biens. Et là l'économie sociale a toujours mis l'accent sur le fait de produire des biens utiles à la société.

D'autre part parce que la crise montre que la recherche de la rentabilité financière ou la rentabilité financière était une chose qui pouvait conduire à des catastrophes. Et il est probable que l'on puisse démontrer aujourd'hui plus facilement que d'investir à long terme dans l'économie sociale est une chose intéressante.

Troisièmement, l'économie sociale, par définition, travaille sur le long terme et la crise nous montre l'impasse que constitue une vision à court terme.

De ce point de vue, je crois que l'économie sociale est au cœur des solutions de la crise. Il y a une vraie opportunité pour l'économie sociale aujourd'hui si elle reste fidèle à ses valeurs, si elle reste sur le long terme et si elle reste sur l'utilité sociale.

NS : Est-ce que l'économie sociale vous paraît saisir cette opportunité ?

FS : La réponse est oui. Je suis absolument certain qu'il y a aujourd'hui une vraie prise de conscience de la part de l'économie sociale.

Propos recueillis par Alain Goguey

Voir aussi le site du groupe ESFIN-IDES : <http://www.esfin-ides.com>
